SIXIEME ANNEE. — N° 242. — PRIX : 20 FRANCS. MERCREDI 4 MAI 1949

CARREFOUR

DIRECTION, REDACTION, PUBLICITE : 114, AVENUE DES CHAMPS-ELYSEES, PARIS-VIII° CHEQUES POSTAUX : PARIS 1987-29 TEL. : ELYSEES 93-31

Variations sur deux syllabes et un accord

par MOISAN

TOQUE

O.K.

LOQUET

ROQUET

LES FONDS MARSHALL SE PERDENT DANS LES GOUFFRES DU "TRESOR" ET DES ENTREPRISES NATIONALISÉES

GRACE aux efforts des contribuables américains, l'Europe, et en particulier la France, bénéficient, depuis le 3 avril 1948, de l'aide Marshall. Sans l'existence du Plan Marshall et l'octroi de crédits qui en résulte, il y a longtemps que le gouvernement actuel aurait abandonné le pouvoir en s'avouant incapable de réaliser le redressement économique dont dépend l'avenir de notre pays. Aujourd'hui, si certains de nos dirigeants crient victoire avec si peu de modestie, c'est que la France a reçu, depuis un an, des centaines de milliards dont la majeure partie a été accordée sous forme de dons non remboursables et l'autre partie à titre de prêts.

par **Paul BODIN**

Mais combien de milliards ont-ils été ainsi absorbés par les caisses publiques ? Quelle a été la véritable destination de ces fonds ? Quel contrôle s'est-on assuré de leur emploi ? Peut-on raisonnablement espérer qu'en 1952 la France pourra tenir la promesse que le gouvernement a faite en son nom, à savoir : subvenir par elle-même à ses propres besoins économiques et se dispenser ainsi de l'aide généreuse des U.S.A. ? C'est ce que nous **avons** voulu savoir.

Un sommeil doré

Certes, il serait facile de se référer aux chiffres officiels et aux déclarations pleines d'optimisme faites à ce sujet par différents ministres. Des piles de brochures farcies de chiffres astronomiques nous donnent tous apaisements sur la gestion des crédits américains. Mais le réveil risque d'être brutal en 1952 si ces chiffres ne correspondent pas à la réalité. Le sommeil doré de nos gouvernants pourrait même être interrompu avant cette date si les Américains s'apercevaient, le cas échéant, qu'ils sont dupes. Dernièrement le sénateur Capehart a pu dire : « Je crains que, dans trois ans, ce ne soit l'Europe qui ait à financer le plan de relèvement des U. S. A... »

Il résulte des déclarations officielles françaises que *la France a reçu, depuis un an, plus d'un milliard de dollars de crédits, soit plus de trois cent milliards de francs*. On ne nous cache pas que la valeur des denrées alimentaires, des matières premières ou des biens d'équipement envoyés par les U.S.A. au titre du Plan Marshall représente la moitié de nos importations. M. Petsche a reconnu lui-même que notre industrie n'avait pu vivre que grâce aux 7 millions et demi de tonnes de charbon importées d'Amérique, que nos usines de textile tournent deux jours sur trois grâce au coton fourni par l'aide américaine et que nos camions roulent un jour sur deux avec du carburant envoyé par l'Amérique.

Petits jeux de comptabilité

Tout cela est très joli. Mais voyons la suite. On sait que les produits fournis gratuitement par l'Amérique sont vendus par notre gouvernement aux importateurs français. Les fonds recueillis constituent ce qu'on appelle la contrepartie ou la contre-valeur de l'aide Marshall et doivent être consacrés à des travaux de modernisation et d'équipement. Ils ne peuvent être débloqués sans l'accord des U.S.A.

Or, selon les renseignements recueillis auprès des services américains du Plan Marshall, *la France a bénéficié en un an :*

1° de 1 milliard de dollars à titre de dons (300 *milliards de francs*) ;

2° de 300 *millions de dollars* (90 *milliards de francs) accordés à titre de prêts remboursables après* 1952 *avec un intérêt de* 2 1/2 %.

Sur ces sommes considérables, 190 milliards ont déjà été débloqués. Qu'en a-t-on fait ? On retrouve la trace de leur affectation dans les écritures du Fonds de modernisation : 36 milliards à l'Electricité et au Gaz de France, 30 milliards aux Charbonnages de France, 20 milliards à la S. N. C. F., puis 2 milliards à la Caisse du Crédit agricole, 5 milliards à la Marine marchande, 10 milliards pour la recherche et le développement des matières premières (?), 5 milliards à la Caisse autonome de reconstruction, etc.

Cela ne fait pas le compte. Mais 25 ou 50 milliards seront consacrés au remboursement des avances de la Banque de France à l'Etat et les crédits en cours d'affectation iront de nouveau à l'Electricité de France, aux Houillères, à la S. N. C. F. et ainsi de suite.

Bien sûr, on nous fournit des chiffres en regard des divers postes. Mais qu'est-ce qui se cache derrière les formules, les chiffres et les mots? *En vérité, il n'existe aucun contrôle sérieux de l'utilisation des crédits.* Les chiffres cités ne se réfèrent qu'à des jeux de comptabilité et les crédits affectés à l'Electricité-Gaz de France, aux Houillères ou à la S. N. C. F. vont indistinctement à la trésorerie de ces entreprises nationalisées. Il est donc impossible de savoir réellement dans quelle proportion ces fonds sont utilisés à des « travaux neufs », à des entretiens de matériel ou à combler le déficit des entreprises.

Au petit bonheur

Certes, l'usage des contreparties Marshall est précisé de mois en mois, au moyen de volumineux rapports fournis aux Américains. Mais, répétons-le, tout cela n'a aucune espèce de signification concrète puisqu'il est impossible de faire la part exacte des fonds investis dans des travaux de modernisation et des fonds utilisés à couvrir des déficits. Les Américains, moins que nous encore, ne peuvent s'en rendre compte. Les Français, pour leur part, ne se sont pas aperçus, depuis un an, que le rendement des entreprises nationalisées ait été amélioré (gaz et électricité, par exemple).

Nous ne nierons pas que l'Electricité ou les Houillères entreprennent des travaux, mais, comme le faisait remarquer un parlementaire français, *on prélève au petit bonheur sur la contre-valeur Marshall, des dizaines et des dizaines de milliards sans qu'on puisse vérifier si les mêmes résultats n'auraient pu être obtenus à moindres frais, et sans avoir pu juger si certaines dépenses ne sont pas inutiles ou dangereuses.*

Les demandes de crédits sont, la plupart du temps, accompagnées d'une simple énumération de travaux entrepris ou à entreprendre sans indication précise sur la dépense entraînée par chacune des opérations. Le Plan de modernisation lui-même n'a jamais été soumis au parlement. C'est ainsi que l'on se trouve en présence d'un excédent de machines alors que l'on manque de wagons ; que l'on a construit telle usine d'azote pour absorber une mauvaise production de lignite provenant d'une autre usine. C'est ainsi, encore, que l'électrification de la ligne Paris-Lyon a déjà absorbé 8 milliards et demi Marshall sans qu'aucune fraction de la ligne soit exploitée. On nous dit que de telles dépenses économiseront 600.000 tonnes de charbon par an, mais le quart de la production de Génissiat sera nécessaire au fonctionnement de cette ligne.

Par contre, les transports fluviaux ou les réseaux routiers sont négligés. Aux Houillères, 60 % des crédits Marshall (sur 30 milliards) sont affectés à des travaux neufs, à des « grands ensembles » et aux cokeries sans qu'aucun contrôle sérieux soit effectué. Et que nous réserve l'avenir ?

On nous informe aujourd'hui que « le déblocage, d'ici la fin mai, d'une tranche de 25 milliards Marshall ne va pas tarder à soulager la Trésorerie, que l'évolution des avances à l'Etat continue de faire apparaître assez serrée... » Au cours de l'année 1949, les déblocages se produiront à la cadence de 25 milliards par mois, sans compter, dit-on, les déblocages exceptionnels qui porteront les crédits libérés à 280 milliards pour 1949. Dans quels gouffres ces crédits disparaîtront-ils ? 140 milliards ayant été débloqués en 1948 et 280 milliards devant l'être en 1949, c'est donc 420 milliards qui, d'ici la fin de l'année, iront en majeure partie à des entreprises déficitaires ou dans les comptes du Trésor (remboursement des avances de la Banque à l'Etat).

(Suite page 7.)

PITOËFF, martyr du théâtre n'était pas un partisan

Lundi soir, des écrivains et des artistes ont commémoré le dixième anniversaire de la mort de Georges Pitoëff. La cérémonie s'est déroulée à la Maison de la Pensée Française. Ainsi, une fois de plus, on a tenté d'annexer au « progressisme » un homme qui fut, toute sa vie, un apolitique.

Carrefour, désireux de rendre également hommage au grand héros de théâtre que fut Pitoëff, s'est adressé pour cela à H.-R. Lenormand, qui fut un des auteurs préférés de Georges Pitoëff, et qui n'a pas été invité à participer à la manifestation de lundi.

par **H.-R. LENORMAND**

IL est des morts dont on se délivre assez vite. Leur faire-part est, en nous, comme un adieu de la mémoire. Il en est d'autres dont la présence nous obsède et nous accompagne. La voix brisée de Pitoëff, ce long visage osseux, ces joues creuses, ces yeux de fièvre n'ont jamais cessé d'habiter mon souvenir. Et je ne suis pas le seul que son puissant esprit guide et soutienne encore, aux heures de doute ou d'amertume.

Depuis notre rencontre, à Genève, en 1915, il aura donné la vie à cinq de mes pièces. Pourquoi dissimulerais-je mon orgueil d'avoir suscité, de sa part, cette longue fidélité ? Sa fin est, pour moi, la dissolution d'un climat artistique irremplaçable.

Il y a trente et un ans, il montait « Le Temps est un songe » sur sa petite scène de Plainpalais. En 1919, il y créait mes « Ratés ». Les deux drames étaient aussitôt transportés à Paris, à la Coopérative du Théâtre des Arts. Tels furent ses premiers pas hors de Suisse. En 1921, lors d'un modeste souper de réveillon, à Genève, après une représentation de « Macbeth », Jacques Hébertot l'engageait à la Comédie des Champs-Elysées. Et ce fut « Le Mangeur de rêves... » Si je rappelle ces faits, c'est qu'ils semblent, aujourd'hui, s'être mystérieusement effacés de certaines mémoires.

Quand on examine la liste des pièces que Pitoëff a montées — plus de deux cents — et les conditions dans lesquelles il travaillait, on est forcé d'admettre, dans sa personnalité, l'existence d'un pouvoir quasi magique : celui de plier la réalité revêche à ses rêves de beauté. Si un homme de théâtre peut être qualifié d'inspiré, c'est bien lui. A table, aux répétitions, pendant la promenade, parmi les siens, dans la solitude, une rêverie permanente le dédoublait. Parfois, ces visions du possible prenaient le pas sur les contingences du moment. Son regard s'embrumait un instant et il revenait aux choses présentes enrichi d'une idée, d'une image, de la solution d'un problème à venir. La maladie elle-même n'arrêtait pas le jeu de ces forces à demi inconscientes.

Rien, en lui, qui ne fût passion de son art. Il aimait le théâtre comme on aime une femme, avec l'obstination, la foi, l'abnégation, la tendresse, les colères de l'amour. Et il avait échappé au mal d'aridité, de cynisme qui dessèche et pétrifie les cœurs les plus purs, quand la lutte se fait par trop âpre, l'incompréhension par trop offensante. Il était inaccessible au découragement. Le combat quotidien pour l'argent, l'émigration continuelle d'une scène à l'autre — car il n'a jamais connu les facilités ni le bonheur de la fixité — n'avaient pas diminué la hauteur de ses ambitions créatrices. Il a navigué plus de vingt ans parmi les eaux peuplées de requins de l'exploitation théâtrale, sans que son idéal en fût entamé. Aux souffrances morales et physiques, à l'injustice, il répondait par la bonté. L'évidence, en lui, de cette bonté, la flamme poétique brûlant dans ses yeux, l'inlassable douceur avec laquelle il exposait à ses collaborateurs ce qu'il attendait d'eux, suscitaient autour de lui le dévouement et l'abnégation.

Mais s'il a connu des dévouements passionnés, des adorations presque religieuses, il a vu se déchaîner contre lui une bonne moitié de la critique d'entre les deux guerres. A sa mort, ces refusants ont libéré leur conscience en nécrologies enthousiastes : ces marques de respect m'ont paru bien tardives. Mieux vaut servir les novateurs dans l'accomplissement de leur mission que dans l'ornementation de leur tombeau !

Le temps, qui marque si durement les œuvres et les hommes, ne semblait pas avoir de prise sur lui. Tel je l'ai vu, le soir de la première du « Temps est un songe », se glissant, de son allure spectrale, par la fente des rideaux de velours, tel je le revis, quelques mois avant sa mort, dans « L'Ennemi du peuple », tel nous le reverrions aujourd'hui s'il était encore parmi nous.

Dans les pièces qu'assombrit la grande ombre du destin, il apportait à ses rôles des pouvoirs qui semblaient dépasser le théâtre, ressortir à l'envoûtement plutôt qu'au métier de l'acteur.

(Suite page 5.)

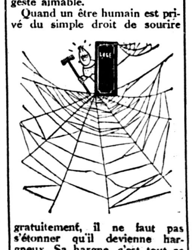
Aux dernières loges...

par **Françoise GIROUD**

POUR une fois, ce sont les concierges qui sonnent (l'alarme), et les propriétaires qui refusent de tirer le cordon (de leur bourse).

A la perspective d'être économiquement remplacée par une femme de ménage et plusieurs boîtes à lettres, les cent mille concierges de la région parisienne protestent de leur bon droit et de leur utilité. Logés, chauffés, éclairés, ils gagnent pour se nourrir entre 1.500 et 18.000 francs par an. C'est-à-dire que, pour ne pas mourir de faim, ils se vendent. Ils vendent chaque service rendu, chaque geste aimable.

Quand un être humain est privé du simple droit de sourire



gratuitement, il ne faut pas s'étonner qu'il devienne hargneux. Sa hargne, c'est tout ce qui lui reste à donner pour rien.

La concierge parisienne se fait en tous styles. Il y a celle qui vous dit :

— Pouvez pas vous essuyer les pieds, non ? Et qui c'est qui va fermer la porte derrière vous ? Z'avez un paquet ? Escalier de service.

Pas mauvaise femme, au demeurant, et vous confiant volontiers que son fils, dont la photo en soldat orne le mur sous un verre terni par la vapeur de soupe aux choux, est faible des poumons, et que la vie est dure lorsqu'on gagne 800 francs par mois.

Il y a la sadique qui règne généralement dans un immeuble bourgeois, au fond d'une loge bien tenue. Celle-là coupe le courant de l'ascenseur au moment où vous vous trouvez suspendu entre le quatrième et le cinquième étage et vous laisse une demi-heure derrière la porte les soirs de pluie.

Avec elle, il n'y a qu'une solution : déménager. Son mari lui-même est de cet avis. Seulement, lui, il n'ose pas.

Il y a aussi la bonne vieille qui tutoie les enfants de la maison et qui n'a qu'une patrie : son immeuble ; une famille : ses locataires.

Elle sait que la jeune fille du rez-de-chaussée a un chagrin d'amour, et une fois qu'elle le sait, tout le monde le sait dans la maison. Mais ça ne sort pas de l'immeuble.

Il y a la petite jeunette qui n'a pas beaucoup d'expérience, un enfant au sein, l'autre dans ses jupes, un canari à sa fenêtre et bien du mal à se réveiller la nuit pour tirer le cordon.

Elle est concierge parce qu'il faut avoir un toit. Misérable locataire du plus sinistre logement de l'immeuble, elle rêve d'un petit deux-pièces où elle aurait le droit de fermer sa porte à double tour.

Il y a la concierge-usurier, qui tient loge dans l'un de ces immeubles d'Auteuil ou de Champerret où l'épingle qui tombe sur la moquette du cinquième résonne au rez-de-chaussée. Un de ces immeubles où les budgets, les amours et le vide-ordures automatique sont également fragiles, où les fins de mois sont douloureuses et la concierge généreuse.

Ce qu'elle prête pour payer un taxi ou le téléphone, on le lui rend avec une bonne gratification qu'elle accepte en affirmant que « ça n'était pas pressé ». C'est son petit bénéfice.

Mais, dans tous les immeubles, les locataires redoutent leur concierge, qui ne subsiste qu'en fonction de la générosité de ses locataires. C'est le mariage de la peur et de la misère.

Si la suppression des concierges, qu'ont entrepris quelques propriétaires, doit en faire des chômeurs sans abri, il faut l'arrêter et y revenir quand on pourra leur donner gîte décent et travail rémunéré.

DANS CE NUMERO

PAGE 3 :

Mais où sont les ténors d'antan ?

PAGE 6 :

« Le Général », nouvelle inédite de **Ernst Glaeser.**

PAGE 8 :

Résultats de notre enquête : **« Quels écrivains lira-t-on en l'an 2000 ? »** et **Conclusions**, par **Emile Henriot**, de l'Académie française.

Un "titiste" au Palais-Bourbon : M. PROT

par **Albert PALLE**

M. LOUIS PROT, député-maire communiste de Longueau, dans la Somme, conseiller général du canton de Boves, a démissionné du parti. Sur cet incident dont la portée n'est pas seulement locale, *L'Humanité* se tait. M. Florimond Bonte, chargé au parti communiste des relations avec l'extérieur, interrogé, ne répond pas. Autour du député en révolte, le premier depuis 1939, un silence lourd de menaces s'établit. Maurice Thorez, quand il songe dans son bureau, rue Le Peletier, à cette affaire pénible, sait qu'il ne pourra sauver devant le bureau politique ce militant qui fut fidèle et dévoué. Il se souvient pourtant de l'époque, ancienne il est vrai, où il s'associa un instant à des thèses trotskystes qui troublèrent le parti et donnèrent lieu à une des premières épurations importantes où il manqua être emporté. Mais il n'avait pas encore, à cette époque, compris la règle du jeu. Qui aurait imaginé que Prot, ce vieux camarade, ait pu la méconnaître à ce point ?

Comment, en effet, cet ancien cheminot, militant au parti depuis vingt-cinq ans, député depuis 1936, maire de Longueau de mémoire d'électeur, a-t-il été acculé à cette décision ? Tous les tournants du parti, depuis l'antipatriotisme le plus virulent avant 1935 jusqu'au front populaire amorcé après les accords Staline-Laval, il les avait pris sans regimber. Après le pacte germano-soviétique de 1939, il avait encore suivi le parti, non sans un trouble profond, il est vrai, dans sa politique de soutien des agresseurs nazis de la Pologne, puis de la France. Il subit la prison, en 1940, avec la plupart de ses collègues qui se livraient au sabotage de la défense du pays en guerre contre le fascisme. Mais quand les communistes se joignirent à la lutte contre les nazis, après l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., il participa au combat et fut déporté en Allemagne. Aujourd'hui même, s'il rompt avec son parti, c'est en affirmant qu'il ne cesse pas d'en approuver la ligne et la tactique. Non, ce militant n'est ni un intellectuel qui remet en question l'idéologie communiste, ni un jeune homme impulsif, ni un ambitieux déçu. Il n'en crie pas moins publiquement qu'il n'en peut plus.

Sans même connaître le dossier que Louis Prot a déclaré vouloir ouvrir bientôt, il n'est pas impossible d'éclairer le sens de sa décision. Sa rupture, en effet, est de nature proprement « titiste » dans la mesure où il proclame son attachement à la ligne et à la tactique du parti, mais où il se révolte contre certaines « méthodes » dont il se dit victime.

Sans doute ces méthodes ne sont-elles pas seules en cause. On peut penser que la fameuse déclaration de Thorez, qui posait le principe de la non-résistance à un éventuel envahisseur soviétique, a pu soulever quelque inquiétude sinon chez le militant de base, au moins chez l'électeur. Elle a correspondu en tout cas avec une vague d'épuration qui a sévi particulièrement dans le Nord. Il n'est donc pas impossible que Louis Prot se soit vu reprocher, par les organisations communistes locale et régionale, de la tiédeur dans l'application des mots d'ordre de non-résistance à l'U.R.S.S. qui ont pris bientôt la forme d'une campagne pour la paix. Le désaccord sur les méthodes couvrirait en fait une opposition à la ligne.

Il est toutefois probable qu'une certaine réticence de la part des communistes du Nord, de Louis Prot en particulier, devant ce nouvel appel à la trahison après les quatre années d'occupation, les trois années de résistance, les mois de participation au gouvernement, ne soit pas la raison la plus profonde de l'épuration des uns et de la révolte de l'autre.

Il vient un jour, en effet, où même un militant communiste fidèle se prend aux tâches qui lui ont été confiées et qui comportent par nature des responsabilités auxquelles le parti est étranger. Un jour vient où un Tito ne supporte plus de compromettre la construction du socialisme yougoslave dont il a la charge au profit de l'intérêt soviétique, dont il peut constater, malgré les dogmes, la voracité destructrice. Un jour vient où un maire communiste ne peut plus trahir les intérêts de ses administrés, surtout quand ceux-ci sont des travailleurs, pour appliquer les mots d'ordre du parti. Les fonctions auxquelles il a accédé grâce au parti lui font prendre conscience d'un divorce possible, puis d'un divorce constant entre la volonté du parti et l'intérêt po-

(Suite page 5.)

— En résumé, notre nouvel adhérent a la réputation d'un honnête père de famille, travailleur, patriote et intelligent...
— Très bien, nous allons l'épurer tout de suite !

Point de vue de... l'homme de la rue

LES *colombes se sont envolées. Le problème de la paix reste posé.*

— Supposons que j'écrive les lignes suivantes :

« Si je considère un éventuel rapprochement franco-soviétique du point de vue de ses effets dans l'ordre spirituel, je crois entrevoir qu'il produirait un grand renforcement en France, et par suite dans toute l'Europe, des conceptions communistes. C'est-à-dire, en fin de compte, un grand recul de la civilisation.

» Mais ce recul de la civilisation pourrait fort bien s'accompagner d'une sérieuse assurance de la paix. Et c'est ici le lieu de distinguer deux choses que l'on confond volontiers : l'intérêt de la paix et l'intérêt de la civilisation. L'un n'implique pas du tout nécessairement l'autre. Une nouvelle guerre, dit-on couramment, serait la fin de la civilisation. Sans doute. Mais sachons voir que la civilisation pourrait aussi bien périr par la paix si la paix se faisait par l'hégémonie dans le monde de conceptions qui sont proprement la négation de la civilisation. Peut-être même périrait-elle plus sûrement car, dans la guerre, au moins, la civilisation se défendrait peut-être victorieusement. »

Ne m'accablez pas. Je n'ai pas écrit ces lignes. Elles sont de M. Julien Benda, si vous remplacez du moins « franco-soviétique » par « franco-allemand » et « communistes » par « fascistes ». Elles ont paru dans Les Nouvelles Littéraires *du 9 février 1935, selon la référence qu'en donne M. Olivier dans* Les Cahiers de la Cité.

Non, je n'ai pas écrit ces lignes. Car je suis, comme tout le monde, beaucoup plus soucieux de la paix que de la civilisation. Et je dis, comme tout le monde, que la civilisation, c'est la paix. Et je joindrai ma signature à celles de M. Marcel Paul et du R.P. Riquet pour condamner « toute guerre d'agression, d'où qu'elle vienne ». Et j'abonde dans la théologie de Dom Ceriani qui, au congrès Pax Christi, *vient de montrer que la doctrine de saint Thomas, sur les guerres justes et injustes, devait être adaptée aux temps modernes et qu'il n'y avait plus de guerre juste, vu les possibilités de la bombe atomique et du reste.*

Je ne sais pas ce qu'en pensent les Chinois du Sud et ceux du Nord ni ce qu'en pensent les Tchèques, les Polonais, les Baltes, les Hongrois et tous les autres de là-bas. Qu'une moitié du monde ait la paix, c'est déjà beau. L'autre l'a aussi, d'ailleurs.

La liberté, n'en parlons pas.